

CR du CA du 4 novembre 2011

Ordre du jour :

- approbation du PV de CA du 21 octobre 2011
- questions budgétaires et comptables
 - admissions en non-valeur
 - projet de budget des composantes
 - budget des services centraux et communs
- questions diverses

Approbation du PV de CA du 21 octobre 2011

Quelques légères modifications.

Vote: Pour 20, Contre: 0, Abstention: 0.

Questions budgétaires et comptables Admissions en non-valeur

Agent-comptable: présentation des demandes d'admission en non valeur.

PR : il y a toujours un apurement de cette nature. Ce ne sont plus des grosses sommes comme certaines années passées (cf. titres globaux). On est dans des procédures avec de petites variations actuellement.

BD : appréciable de voir qu'il y a eu une évolution de l'ensemble de ce problème là. Veux bien dire qu'il y a une bonne gestion.

Vote: Pour 20, Contre: 0, Abstention: 0.

Projet de budget des composantes

PR : fonctionnement un peu différent cette année avec présentation des avant-projets lors de la commission des finances. Beau débat avec discussion approfondie autour des avant-projets. Rappel cependant que ce sont des avant-projets qui vont être affinés (notamment ressources propres). Vous avez un document constitué de 3 éléments : une fiche de synthèse de la composante avec des indicateurs, une note politique du directeur de composante et l'avant-projet de budget (répartition recettes/dépenses). On a discuté avec les directeurs des modalités de présentation en CA. La dernière fois il y a eu 3h de discussion (en commission des finances). Plutôt un jeu de questions/réponses que des présentations fastidieuses.

CV : J'ai trouvé intéressant que l'on traite des avant-projet en commission des finances. J'ai simplement demandé comment s'établissait les budgets dans les composantes. 80% des composantes ont un fonctionnement où les points principaux passent dans un conseil de composante voire une commission des finances.

PR : il y a plusieurs temps : lettre de cadrage, avant-projet, projet, vote en conseil de composante puis en CA. Idée : que l'on ait une évaluation en février/mars de la mise en œuvre du budget de l'année précédente. Budget n'évolue pas en 2012 et n'a pas évolué non plus en 2011. On avait pris une hypothèse prudente, ouverture des dépenses à hauteur de 2010, et l'on a bien fait car les ressources n'ont pas augmenté (voir même diminué du fait de certains transfert de charge). Budget n'a pas bougé depuis 2 ans, donc on a décidé de maintenir les budgets des composantes. Si l'on veut

faire un travail de différenciation il faut disposer d'une information fiable. Nous espérons que les contraintes budgétaires seront moins dures l'année prochaine.

Premier groupe : Faridah Djellal (SES), Charles Suquet (Maths), Nouredine Oussous (IEEA), Caroline Gors (Physique)

BD : merci, c'est agréable d'avoir qqchose d'homogène. Tombe bien car premier groupe (SES, Maths, IEEA, Physique) est très hétérogène sur les ressources, particulièrement la taxe d'apprentissage. Ne pourrait-il y avoir une politique un peu plus commune sur la T.A. pour les composantes en difficulté ?

YS : Je constate une progression stupéfiante sur l'information disponible, je remercie donc tous ceux qui ont contribué à ce document. Il y a 4 ans, nous avions une seule page, avec un tableau avec une ligne pour chaque composante. Cette méthode et son résultat, ce document, est d'autant plus important dans le cadre des travaux de rapprochements des universités de la région ... Le budget est bien un document public que l'on peut diffuser lorsqu'il a été voté ?

La problématique qui se pose à nous est de réussir à apprécier les ressources allouées et l'activité produite mais peu de composantes comparables ... Il serait important, plutôt que la note AERES par formation, d'avoir le volume d'étudiants et le volume d'heures correspondantes qui dépend des maquettes. Sans cette information, il est très difficile de constater l'adéquation entre l'activité et les ETP. Autre demande, toujours dans les distinctions importantes au niveau des HC : avoir la ventilation entre les HC des titulaires et des non titulaires

YS : êtes-vous satisfaits du modèle actuel de répartition qui repose presque uniquement sur le nombre d'étudiants ? Si non, quelles pistes d'améliorations proposeriez-vous ?

CG (Physique) : recherche de la TA sur les formations de type professionnel. Stagiaires apportent des contacts et via aussi les laboratoires. Liste d'adresse que nous contactons régulièrement, plus des salons. Politique initiée depuis 4 ans et que l'on poursuit. Légère baisse sur ces dernières années. Ce que l'on collecte n'est pas assez important par rapport aux coût notamment des travaux pratiques.

BD : est-ce que ceux qui n'ont pas beaucoup de T.A. n'ont pas intérêt à ce regrouper ?

MDB (IUT) : pas seulement la TA. Il y a celle au barème et celle au quota. Il est plus important de développer la FC et l'apprentissage au niveau des ressources propres.

NO(IEEA) : sur les 3 années on a une augmentation des contrats pros donc la TA a baissé mais d'autres ressources ont augmenté.

PL(IAE) : être très prudent avec ces chiffrages. La taxe sur barème se développe plus que celle au quota. Lorsque c'est obtenu via l'apprentissage, les contraintes d'usages de cette taxe sont plus fortes. Certaines formations sont financées totalement par ces ressources, elles ne sont pas vraiment « disponibles ». Ces dispositifs varient d'une année sur l'autre et il est nécessaire d'être toujours vigilant. On peut agglomérer, mais c'est un travail contact par contact au niveau de chaque formation.

JD : ces dotations ne représentent qu'une petite partie, il y a aussi les postes. Important donc d'avoir des informations précises. Il y a quelques chiffres qui me surprennent un peu +85% en physique ? Soit une erreur, soit un changement dans le mode de calcul. J'avais abordé une question sur le financement des abonnements de la bibliothèque de mathématique. Les coûts des revues ont tendance à augmenter et pas baisser (76k€ alors que c'était de l'ordre de 200k€).

SM (VP CEVU) : remontées du 15 janvier 2011, S3 affectés aux composantes. Mais pour la première année, c'est un choix donné aux étudiants : ils choisissent leur composante (uniquement pour S1-S2).

PR : cette statistique c'est la reconstruction du nombre d'étudiants par composante (?). On avait fait ce travail pour l'évaluation du nouveau modèle. Répartition non pas en fonction du nombre d'étudiants inscrits, mais reconstruit. Un travail comme cela, on l'avait fait une année, c'était très lourd. Si on veut le reconduire, il faut le formaliser. C'est dans le plan de travail de la cellule ingénierie au pilotage. La bonne statistique, c'est « qui intervient dans quelle formation ». Mais il faut un consensus sur les conventions.

NO (IEEA) : la dotation que l'on reçoit suffit pour le fonctionnement mais pas pour l'investissement, particulièrement pour ceux où il y a des coûts élevés. Importance de maintenir les RIP et les TIC. Modèle convient pour la partie fonctionnement mais pas pour les investissements.

CS (Maths) : la T.A. on en a pas beaucoup ... T.A. Provient principalement du Master « Pro », notamment celui de statistiques. Deux nouveaux en calcul scientifique et finance, mais il faut leur laisser le temps de s'implanter et de développer notre surface de contact avec les entreprises. On a décidé de mettre 1000e de plus pour améliorer la communication de la campagne de T.A. Sur le regroupement ... c'est la question du partage qui va se poser. Je crois plutôt à l'implantation des Masters.

PR : l'échange de bonnes pratiques, on l'avait initié il y a quelques temps, mais il faudrait peut-être le relancer.

CV : question naïve, par rapport à la politique documentaire. Forte augmentation dans le budget du SCD, mais on voit aussi que dans les composantes il y a aussi cet effort là. Mutualise-t-on bien les abonnements au sein de cette université ? On a les moyens techniques est-ce que tout se fait ?

JR(conservateur) : certaines composantes en ont car elles ont des bibliothèques historiques, l'essentiel des coûts est lié à des abonnements historiques et notamment Elsevier (mais Springer et Wiley aussi), nous sommes donc sur un accord solidaire entre ces bibliothèques et la B.U. Essentiel est payé par la B.U. Sur ces abonnements là, il y a une dérive des coûts de l'ordre de 5 à 6%. La gestion du volet électronique intervient aussi, en parallèle du papier ... sur les surcoût électronique, c'est le budget de la B.U. qui absorbe. Avec une dérive de l'ordre du 8 à 10%. C'est donc centralisé pour ce qui est des ressources électroniques. Sur les périodiques, c'est le fruit historique de l'agglomérat du CA papier de la BU et des composantes. Il n'y a pas de redondance, mais un partage des coûts qui pèse plus fort sur certaines composantes que d'autres.

FG : question de détail. Associations n'ont pas demandé, mais tu mets 4500e et ensuite tu mets 3000e pour l'année d'après

NO (IEEA) : Les associations se regroupant l'année prochaine on a mis un peu moins.

CV : Il y a aussi une contribution aux charges communes qui pèse sur ces ressources, il y a donc déjà une certaine forme de redistribution.

NP : je remarque qu'il y a un profil de composante, par exemple SES, où il y a beaucoup d'étudiants mais peu de postes. Heureusement, il y a de la T.A., mais ce n'est pas pareil d'avoir des vacataires et des titulaires.

FD (SES) : concernant les postes et le redéploiement, la composante ne fait que remonter les

besoins. Demande formulées en réunion GPEC (?), mais malheureusement ce n'est pas parce que c'est remonté que ... Sans la T.A. nous ne pourrions pas avoir deux personnels pour la communication et les relations avec les entreprises.

PR : si la FSES n'avait pas ces ressources, elle n'aurait pas la bibliothèque qu'elle a et n'aurait pas la capacité de financer d'autres actions. Le problème que l'on a est de trouver des ressources, car les récurrentes sont en diminution en terme réel (nominal stable, mais inflation (et ce n'est pas une inflation moyenne, électricité et chauffage augmentent plus vite que le taux moyens), puis transfert de charge). Même si nous avons déjà pas mal de ressources propres, il est important de continuer. Cela peut aussi être des subventions de collectivités territoriales (cf. bibliothèques de Maths).

CS (Maths) : les données que vous avez eu ne concernent que les services centraux de l'UFR. On a une vision assez claire, on connaît les données et l'on sait ce que l'on peut mettre pour la bibliothèque. Les 76k€ ne représentent pas l'intégralité des abonnements qui coûtent beaucoup plus cher. 202k€ cette année et il y aura sûrement 6% d'augmentation ... Comme j'ai vu qu'il y avait une inquiétude, j'ai préparé un document. Sur le caractère récurrent de cette subvention est un engagement oral pris par mon prédécesseur. C'est pour cela que l'on n'a pas fait voté de budget pour la B2RM, le 8 novembre on voit la VP ESR de la région et l'on espère que l'on aura au moins un engagement oral pour cette année pour pouvoir intégrer cette somme de 100k€ dans le budget prévisionnel.

A.R. (Chimie) - F.F. (Biologie) - J-L.P. (Sc Terre) - ? (Wimereux)

YS : Il y avait un point déjà soulevé l'année passée du coût des frais de déplacements des collègues de Wimereux pour leurs activités sur le campus. Je ne comprend pas que cela soit imputé sur le budget de la composante. Au pire devrait être pris en charge par la composante organisant la formation.

PR : dotation de la station est spécifique, ne dépend pas du modèle de répartition. On prend en charge l'abonnement sur le réseau Wifi par exemple. Donc dotation qui n'est pas de même nature que les autres composantes. Ils ont des coûts et ils augmentent. Mais on ne peut pas dire qu'elle n'existe pas. Le fait que le site soit à l'écart, cela entraîne effectivement des coûts. Par exemple, pour le Wifi, on a pris en charge, mais ce n'est pas négligeable (environ 20k€). Pour les collègues qui viennent faire cours, il y a une forme de compensation car on donne 1h30 pour leur déplacement par exemple.

S (Wimereux) : 54k€ de DGF, et 42k€ concernent le soutien à l'infrastructure propre. Particularité d'être un site distant : électricité 20k€, gaz 17k€, dotation passe entièrement dans ces fluides. Pour la DGF enseignement, souhaite clarifier la question, cela revient de l'UFR de Biologie. Etait historiquement de 8000€ plus personne se souvient du mode de répartition. Proposé au directeur de l'UFR de Bio, si on effectue 7% des enseignements dans l'UFR de Biologie on obtient 7% de la DGF de Bio. Car nous n'avons pas d'étudiants en propre, donc il faut bien trouver un calcul pour notre répartition. Même si on se met d'accord, le reversement dépendra du vote du conseil de l'UFR et souhaiterait qu'il n'y ait pas plusieurs couches décisionnels. On estime que les coûts essence + train, on a de l'ordre de 9k€ pour les déplacements enseignements. Au final, il reste 3000€ de marge avec T.A., marge global n'est que de 20k€ (qui provient des ressources propres). 50% à Wimereux et 50% sur le campus.

F.F. (Bio) : on souhaite avoir un mode de calcul juste.

YS : je constate que presque aucun directeur n'a répondu à la question sur le modèle de répartition, alors que cela a glissé un moment donné sur les forces vives, les personnels, je suppose donc que

tout le monde est satisfait !

PR : (discussion sur le modèle de répartition et sur la « reconstruction » du nombre d'étudiants, qui dépend des exports/imports un éq. étudiants).

CV : dans d'autres universités, on ne s'embête pas avec tout ça, les cours sont fait sur le campus ...

S (Wimereux) : il y a de nombreuses stations marines en France, la nôtre est la dernière à avoir Observatoire des Sciences de l'Univers.

?: pas totalement satisfait, mais pense que c'était la meilleur solution. Fonde des espoirs sur les données en provenance de Gisèle. On échappera pas à une réflexion sur un modèle qui soit plus précis. Réfléchir à l'impact sur les personnels et sur les finances.

PR : 80% sur étudiants reconstruits + 20% sur projet, difficulté à faire de la différenciation sur ces 20%. Gisèle nous donnera sans doute une meilleure façon de faire le calcul de charge. Peut-être avancer sur les financements récurrents. Changement de niveau qui est extrêmement important. On fait pas la révolution en une seule fois. Il faut avoir les moyens d'accompagner.

YS : juste pour que cela soit acté, important que les directeurs participent un minimum aux travaux de la commission des finances pour avoir ce type de débat.

PR : d'accord pour qu'il y ait un retour sur la réalisation. Il y a des instances et chacune à son rôle.

Troisième groupe : Helga Scarwell (Géo), Jean-Christophe Camart (Polytech), Pierre Louart (IAE), Moulay Driss Benchiboun (IUT)

PR : pense qu'il y a deux questions, trois composantes avec un développement important sur les ressources propres. Les directeurs pourraient peut-être s'exprimer sur la manière dont elles procèdent sur leurs ressources propres ?

JCC (Polytech) : hors salaire, hors recherche, hors SAIC, hors SUDES, hors formation délocalisée à l'ULCO. Collecte de taxe se passe plutôt bien, on a intérêt à développer l'alternance car c'est une ressource importante. 25% DGF et 75% sur fonds propres (hors salaire). Sur apprentissage, mise en place de nouvelles formations. Sur la T.A. Mise en place d'un groupe de travail, bien sûr école d'ingénieur plus favorisé, avec E-C et industriels et aussi une association des ingénieurs qui est puissante, même si en difficulté. Au niveau campagne de comm' une plaquette envoyée largement avec segmentation des destinataires, avec un discours différent. On fait du « phoning », ce sont eux qui vont appeler les entreprises qui va essayer d'appuyer la collecte de taxe, coûte 3000e (globalement 10kE pour toutes actions collecte) mais on pense que c'est important et courrier papier de remerciement. Passé de 250 à 450kE sur 3/4 ans.

PL (IAE) : J'aimerais bien qu'au delà des budgets on puisse avoir une estimation globale avec l'ensemble des ressources visibles et invisibles (personnels et locaux). Si le budget que vous voyez pour l'IAE de 4mE correspond en réalité à 5.5mE avec les subventions (de la région, le score IAE, soit HC). Si l'on inclut les ressources on arrive à 11.5mE ce qui est important à indiquer. Car si on compare avec une école privée comparable qui a un budget de 22mE, donc on est deux fois plus performant. Démontre que c'est bien plus rentable que le fonctionnement des écoles privées. Sur les 5.5mE, il y a pratiquement 3mE pour les rémunérations. Reste 2mE dont une partie est utilisée pour gestion des matériels, équipement et entretien des locaux. Donc la marge reste relativement faible. En 92 l'éq de 2mE, en 97 c'était 4mE, puis en 2002 à 3.2mE et en 2007 (pas eu le temps de prendre). Cette différence est liée à l'apprentissage : 320 apprenti, 270 FC, 200 contrats pro. Nous aussi avons un problème de locaux.

MDB (IUT) : avant-projet voté hier à l'unanimité. On a décidé de mettre en place un pôle professionnalisation et alternance. On a recruté un ingénieur en recrutement interne. Objectif de ce pôle mettre en place un système d'information et dégager un réseau privilégié d'entreprises. Nous sommes connus au niveau régional, on a une marge de manœuvre et de développement important.

HS (Géo) : budget en baisse, pourtant on essaye de faire des efforts, notamment sur la FC. J'aimerais savoir où cela en est d'ailleurs. La T.A. est très faible, on ne démérite pas, mais nous avons beaucoup de conventions de partenariat pédagogique qui sont des participations indirectes qui sont aussi un complément de ressources mais pas clairement affiché sous forme de taxe. Budget en baisse, mais on a joué la prudence.

MNA : remarque globale, plutôt sur l'alternance, mode qui consiste à aller vers ces formations. Mission principale est la FI. Lorsque l'on crée des formations par alternance on a des ressources, mais aussi des charges supplémentaires. Aspect mobilisation des personnels titulaires qui interviennent, nécessairement au détriment de la recherche, jusqu'à quel taux peut-on aller ? Réflexion sur la « rentabilité » de ce type de démarche. Sûrement un seul à ne pas dépasser.

PR : mission de diffusion des connaissances peut prendre la forme de la FI, mais aussi de l'alternance ou FTLV. Important que l'on reste sur les fondamentaux de l'université, les concepts, la façon de travailler des problèmes complexes. Le clivage n'est pas tel.

JCC (polytech) : reste dans le cadre du service public et flux contrôlé. Sur 100 diplômés, 80 en FI, 15 apprentissage, 5 FC.

RL : Le problème vient des personnels. Le développement de ces formations est très bien, mais a-t-on les personnels pour le faire. Or les personnels n'augmentent pas.

PR : en même temps, pour maintenir notre volume d'étudiant ces formations contribuent. Donc, il n'y a pas explosion de ce côté là. On serait en diminution si il n'y avait pas ces formations.

FG : par rapport aux locaux, il y a eu un problème de base dans la manière dont le Ministère définit ses normes. Gestion, comptabilisé comme le droit et des normes de m2 de 3 contre 10 pour les scientifiques et 14 pour les écoles d'ingénieurs. Ne correspond pas du tout à la réalité.

PR : les études de l'OFIP montrent que le modèle pédagogique que l'on met en place est très bon et que tout en ayant notre nature d'universitaire on a des taux d'insertion qui sont bons. Pas besoin de lire le Point pour cela, mais ce sont les enquêtes de l'OFIP.

BD : pense que la formation universitaire est une formation, il ne faut pas opposer initiale et ... comprends l'adéquation entre la formation des personnels et l'adaptation à la FC. Il faut regarder ce qui se passe dehors, la formation initiale c'est « peu » par rapport à la FTLV.

PR : on porte aussi des propositions sur la FTLV, pour ne plus opposer la FI, la FC, l'alternance, l'apprentissage ... mais conformément à ce que nous sommes capables de faire.

MJA : je m'intéresse à la communication qui me paraît indispensable et me suis amusé à faire le pourcentage dans les budgets prévisionnels. Me suis aperçu qu'à part quelques uns, très peu ont choisi de l'augmenter.

JCC : 62k€ à 75k€ car sommes convaincus que dans notre système concurrentiel c'est important.

PL : on peut arriver à avoir une communication plus efficace car on a par exemple une personne qui

se charge de l'ensemble du réseau des IAE. J'ai toujours besoin de justifier en interne l'importance de cette fonction. Intérêt sur la notoriété mais aussi sur l'attractivité pour les étudiants. Beaucoup s'inscrivent sur les sites internet, il est donc important d'être bien répertorié. Besoin d'un « community manager » qui regarde comment on parle de l'IAE sur les sites comme Facebook. Peut paraître absurde mais peut avoir un impact important. Il y a des logiques de mode de concurrence qui sont différents selon les composantes. On est pas très bon sur ce que l'on fait au niveau des entreprises, on fait le travail pour les étudiants mais pas assez pour les entreprises.

MDB : on avait 60kE l'année passée et 50kE pour l'instant, mais une partie a été transféré sur le pôle et une autre sur un soutien au niveau de la com' pour les IUT de la région et aussi pour les 3 IUT lillois.

MJA : si on réussit le beau projet de l'université de Lille, on aura une retombée globale.

PL : surtout ne plus faire de publicité payante, mais faire du relationnel et de l'événementiel. Il faut renverser le jeu.

JCC : un élève qui se sent bien dans sa structure est le meilleur communicant.

MDB : vaudrait aborder la question de la contribution aux charges communes. Pour les composantes c'est 10%, pour nous c'est forfaitaire et cela représente 25%. Mais il y a une autre contribution pour le SAIC et une autre au niveau du DUSVA (personnels, réseau électrique et sécurité). Si on totalise tout cela, cela fait 41% des ressources propres.

PR : Notre contribution est de 1.2mE avec 300kE.

Vote : Pour : 19, Contre : 0, Abstention : 0.

Budget des services centraux et communs

PR : budget recherche qui reconduit les dépenses à l'identique de l'année passée. Mais on avait prévu une augmentation de 100kE et des ressources propres au titre du préceptif ANR d'un certain montant, mais l'on peut augmenter cela en passant aux coûts complets. Passe de 15 à 20% si on passe en coût complet. Cela fait une ressource supplémentaire de 200kE. Proposé d'augmenter le BQR avec ces sommes. Présentation dans un prochain CA du budget SUDES et CUEEP.

CV : sur partie recherche, il faut remplacer « réparation » par « répartition ». On voit l'actualisation des données des laboratoires. Serait bien ce qu'il en est au niveau de l'année T. Sur la formation, peut-être un peu général, c'est là que l'on voit le volume d'HC. Même si on trouve les financements pour cela, cela ne remplace jamais un emploi. Cela se rajoute à la charge d'un E-C ou E et ses autres missions en sont amputées. On peut pas se contenter de dire que c'est auto-financé car cela se répercute sur les autres missions. Inquiétude par rapport à l'arrêté Licence, CC, aide à la réussite ... ces lignes là on souvent été dotées sur des appels d'offres spécifiques, quelle pérennité dès lors que cela intègre l'arrêté Licence. Un salaire de permanent cela veut dire quoi ? Un salaire de CDI ?

PR : rappel qu'il y aura la présentation du budget consolidé au niveau recherche.

RL : deux questions dans le cadre du dév. Durable : une ligne carburant (62kE), combien de véhicules à Lille 1 et le pourcentage de véhicules peu polluants.

YS : Je ne comprends pas la différence de présentation pour la recherche par rapport aux autres services qui ont fait l'effort d'une présentation homogène. Je souhaite revenir de nouveau sur

l'aspect FTLV sur la question de la formation des enseignants (école doctorale et CIES). Nous devons avoir une discussion sur l'organisation de ces enseignements. C'est aussi en lien avec la question de la mastérisation : je milite toujours pour un SIU FTLVE qui permettrait de traiter en un lieu tout ce qui touche à la formation à la pédagogie.

SM : plus de financement pour les CIES à partir de 2012 ! La ligne apparaît . SUP devrait prendre en charge ces aspects. Pour les contrats doctoraux, on avait prévu 16h, tout en les intégrant dans ces 64h.

MJA : clin d'oeil, problème de la parité. On va encore payer pour ça ?

Michèle Hochedez : grosse partie de financement de la région pour accompagner des étudiants, puis appel à projet Hirsh, on a développé un relationnel important qui se consolide avec les lycées, nous a permis de développer des outils et méthodes de travail avec les lycées. La partie besoin ne sera pas très importante car on a fait en sorte qu'une grosse partie des actions soient menées par des personnels du SUAIO ou du développement d'outils qui ne seront plus à développer.

PR : si on ne compte que sur le budget de l'Etat, il y a un certain nombre de choses que l'on ne pourra faire de manière pérenne. On répond donc à des appels d'offres, mais de manière conforme à nos fonctionnements. Sur appel d'offre Hirsh, on a saisi l'occasion, permet d'accompagner des choses que l'on faisait en partie déjà. Nous a permis de consacrer une partie des ressources ailleurs pour faire autre chose. Une part de ressources non récurrentes et devons maintenir les actions que l'on mène.

PS : nous sommes capable de donner un bilan carbone global. 34/35 véhicules sur le marché d'assurance, mais un seul compte pour le carburant et re-facturation ensuite, mais aussi tondeuse, pelleuse et matériel chantier. Majorité de véhicules utilitaires et tous relativement anciens.

PR : la réponse générale, c'est on essaye de faire des économies. Si c'est un renouvellement de voiture, si c'est pour le président cela peut-être électrique, mais pour un utilitaire ce n'est pas possible. En fait, on fait durer les véhicules très longtemps.

Une partie du budget recherche passe par les procédures d'appel à projet. Sur la politique de formation des personnels, il y aura une discussion sur la formation des enseignants. A quel niveau, PRES ou université de Lille ? JPC avait travaillé sur la formation des E-C. Si on n'est pas capable de formaliser au niveau du PRES, on le fera au niveau de l'université de Lille.

SM : dans cadre de la mastérisation on double la préparation à un concours et la formation à un master. La formation professionnelle des personnels, c'est la connaissance du secondaire. On veut que les profs que nous formons soit aptes.

PR : il y a eu des échanges mais pour l'instant tout n'a pas abouti.

PR : sur politique F/E, c'est une politique de l'établissement que l'on a voté donc il y a un budget.

Vote : Pour : 19, Contre : 0, Abstention : 0.

Questions diverses

PR : j'ai été interrogé par le SNESUP sur la composition des groupes de travail. Je vous rappelle qu'il y a 4 groupes et pour chaque, une douzaine de représentants par établissement. Pour recherche, plutôt CS, pour FTLV, plutôt CEVU, mais préconiser ne veut pas dire règle absolue. Proposition du SNESUP est de dire qu'il appartiendrait à chaque liste représenté dans les conseils de proposer des

noms de participants. On a procédé ainsi pour les GT inter-u. On peut discuter de ce point et je pense que c'est plus simple que chaque liste fasse des propositions. Il faudrait quand même faire un travail de coordination pour qu'il n'y ait pas de déséquilibre. Idem pour extérieurs. Faites rapidement le travail pour les 4 GT puis je vous proposerai une réunion de concertation.

PR : important que cela soit des personnes motivés et que les groupes soient opérationnels. Il faut qu'il y ait une légitimité quelque part, il faut des personnes qui connaissent les dossiers. Pour les E-C (6) et BIATOS (3), respecter une douzaine de représentants par établissement. Pas de bureaucratie, mais que l'on arrive à travailler.

MNA : Je dois démissionner du CA car je suis au CNU, Dominique DUPREZ prendra le relais. Je tenais à saluer tout le monde. Pendant 4 ans, on a subi beaucoup de réforme et le climat n'a pas toujours été serein, mais on a réussi malgré tout à travailler ensemble. Content de travailler avec vous et vous souhaite bonne chance.

YS : je repose ma question sur la pérennité de ce projet sachant qu'un des moteurs visible est l'actuel président de Lille 1. Du coup, je m'interroge sur ce que le Président envisage par rapport aux prochaines échéances que l'on sache si cela vaut le coup de s'investir sur ce dossier ...

PR : ce n'est pas le lieu. J'ai déjà dit quels sont mes choix.

JD : la procédure est très claire, les candidats se présenteront après le renouvellement des conseils.

MNA : serait bénéfique pour l'université que l'on sache les intentions des gens qui veulent se présenter. Et que les déclarations ne soient pas faites uniquement avec le nouveau CA. Important qu'il y ait une information préalable pour les électeurs.

PR : je n'ai pas à m'exprimer dans le cadre d'un CA. Pour ce qui du projet d'université de Lille, il est porté par l'ensemble des présidents, il y a une vraie dynamique.

(Séance levée à 18h05)